

PROVINCE DE NAMUR

PERMIS DE BATIR

COMMUNE DE HAMOIS.

FORMULAIRE B.

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS.

Vu la demande introduite par M. 
relative à un bien sis à HAMOIS
et tendant à la construction d'un bungalow.

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 15.11.77

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970 ;

Vu l'article 90, 8°, de la Loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi ;

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971 sur l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir ;

~~(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve situé le bien, un plan particulier d'aménagement approuvé par arrêté royal du~~

~~autre que celui prévu par l'article 17 de la loi organique du 29 mars 1962 ;~~
(1) Attendu que les travaux doivent s'effectuer ou les actes s'accomplir dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé

par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 27.3.75 ; que ce permis de lotir n'est pas périmé ;
(1) (2) Vu la décision du ~~du fonctionnaire délégué accordant, sur propo-~~

~~sition motivée du Collège en date du~~ , dérogation au susdit

~~(1) plan d'aménagement~~

~~(1) plan de lotissement ;~~

~~(1) Attendu que les travaux ou actes faisant l'objet de la demande, étant de minime importance, ne requièrent pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué selon les dispositions de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 45, § 1er, de la loi du 29 mars 1962 ;~~


~~(3) Vu les règlements généraux sur les lotissements ;~~

~~(3) Vu le règlement communal sur les lotissements~~

~~(3) Vu les règlements généraux sur les bâtisses~~

~~(3) Vu le règlement communal sur les bâtisses~~

ARRETE :

ART. 1er. — Le permis est délivré à M. 
qui devra :

~~ART. 2. (4). — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du~~

ART. 3. — Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué, aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

ART. 4. — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le fonctionnaire délégué, du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

ART. 5. — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment la réglementation générale sur la protection du travail.

Ainsi fait en séance comme ci-dessus.

Le 21.11 1977

PAR LE COLLEGE :

PAR ORDONNANCE :

Le Secrétaire,
DEPREZ

Le Président,
V. de BEAUDIGNIES

POUR EXTRAIT CONFORME :

Délivré le 21.12 1977
Le Secrétaire communal, aux

Sceau
communal

Le Bourgmestre,

Pour le Bourgmestre,
L'Echevin délégué,
